

Une statue de Franco ranime le fantôme des deux Espagne

Tous les journaux madrilènes ont publié à la une le déboulonnage de la statue de Franco

par Christian Galloy,

Analyste politique, directeur de LatinReporters.com

Article publié le 18 mars 2005 sur www.latinreporters.com/espagnepol18032005.html

MADRID, vendredi 18 mars 2005 (LatinReporters.com) - De bronze comme son cheval, Franco vient de ranimer d'un dernier galop le fantôme des deux Espagne, celle de gauche et celle de droite. Un galop à reculons, comme pour remonter les 30 ans de la mort du dictateur, car c'est la croupe vers l'avant d'un camion que la statue équestre du generalissimo, déboulonnée sans préavis sur ordre du gouvernement socialiste, a été emmenée dans la nuit madrilène vers un entrepôt ministériel.

Ce bronze équestre de Francisco Franco domina pendant 49 ans la place San Juan de la Cruz, au centre de Madrid, devant le complexe des Nuevos Ministerios. Depuis jeudi 2h du matin, seul son socle fleuri par l'extrême droite est encore visible.

Chaque 20 novembre, date anniversaire de la mort du dictateur, la statue ralliait quelques milliers de nostalgiques. Jeudi après-midi, 700 d'entre eux, selon la police, chantaient l'hymne phalangiste, le Cara al Sol, et tendaient le bras droit à la Mussolini devant un portrait de Franco porté par de jeunes extrémistes sur le socle de la statue déboulonnée. Des femmes, jeunes et moins jeunes, déposaient autour du socle des fleurs jaunes et rouges, les couleurs nationales espagnoles.

La gauche réclamait depuis des décennies la disparition de ce monument à la gloire du franquisme. "S'il y a quelque mérite à abattre [la statue de] Franco et son cheval, il fallait le faire du temps de son vivant" déclarait dans les années 1980 le socialiste Felipe Gonzalez, premier chef de gouvernement de gauche de l'Espagne post-franquiste. L'esprit de réconciliation entre les deux Espagne fratricides de la guerre civile dominait alors ce qu'on a appelé la transition démocratique.

Réconciliation et transition semblent aujourd'hui closes. Le gouvernement conservateur de José Maria Aznar avait méprisé l'Espagne de gauche en soutenant en 2003 la guerre en Irak malgré l'hostilité de la majorité des Espagnols. Le successeur de M. Aznar, le socialiste José Luis Rodriguez Zapatero, méprise, lui, l'Espagne conservatrice en piétinant les vestiges d'un passé douloureux pour la gauche.

L'éditorialiste du grand journal centriste El Mundo met en garde contre la tentation de "ressusciter le caïnisme qui a caractérisé certaines phases de notre histoire que nous croyions surpassées depuis la transition. Celui qui alimente ce monstre qui a dévoré des générations d'Espagnols joue avec le feu".

Les 90 ans du communiste Santiago Carrillo

Au moment où des ouvriers du ministère des Travaux publics commençaient à déboulonner le bronze de Franco, le communiste historique Santiago Carrillo, longtemps bête noire de la police franquiste, recevait dans un hôtel proche un hommage quasi institutionnel à la fois pour ses 90 ans et pour le rôle pacificateur de son eurocommunisme lors de la transition démocratique espagnole.

Au cours de cet hommage, M. Zapatero en personne commenta avec M. Carrillo la défenestration du monument équestre. Aussi le déboulonnage de Franco ressemble-t-il à un cadeau d'anniversaire à un ex-dirigeant communiste accusé par plusieurs historiens d'avoir ordonné pendant la guerre civile de 1936-1939 le massacre de civils à Paracuellos del Jarama, quelques kilomètres à l'est de Madrid.

La ministre socialiste des Travaux publics, Magdalena Alvarez, assure qu'un "monument à la concorde nationale" choisi sur concours sera érigé place San Juan de la Cruz au lieu de la statue de Franco. L'élimination de cette statue était "raisonnable en démocratie" estime le ministre socialiste du Travail, Jesus Caldera.

Néanmoins, toujours du côté socialiste, le ministre de la Défense, José Bono, note que "les ennemis d'aujourd'hui ne sont pas les morts".

Quant à l'opposition, le président du Parti populaire (PP, conservateur), Mariano Rajoy, accuse les socialistes de M. Zapatero "de remuer le passé, car ils n'ont pas de projet d'avenir". Le porte-parole parlementaire et ex-ministre du PP, Eduardo Zaplana, prétend que l'actuel gouvernement socialiste est "le plus radical de l'histoire de la démocratie" espagnole.

Le maire conservateur de Santander, au nord de l'Espagne, a cependant annoncé lui aussi le prochain déboulonnage, devant sa mairie, d'un bronze équestre de Franco coulé dans le même moule que celui retiré à Madrid.

Éliminer tous les vestiges publics du franquisme

Le 30e anniversaire de la mort de Franco, le 20 novembre prochain, devrait être précédé du vote d'une loi socialiste qui réhabilitera moralement et financièrement les victimes de la dictature franquiste et leurs familles.

Un dossier délicat est la localisation et l'ouverture de fosses communes de la guerre civile. On estime généralement que quelque 30.000 Espagnols tués par les franquistes ou par leurs adversaires républicains y auraient été jetés.

Conformément à une motion parlementaire de novembre 2004, le gouvernement socialiste devrait aussi éliminer progressivement tous les vestiges publics de la dictature franquiste. Des milliers de rues, de places, d'écoles, d'églises et d'édifices publics portent encore des noms ou des symboles qui rendent hommage à Franco ou à des franquistes morts, disait-on à l'époque, "pour Dieu et pour l'Espagne".

Pas de décision encore sur le sort d'El Valle de los Caidos ("La Vallée des morts à la lutte"), tombe pharaonique, à 50 km au nord-ouest de Madrid, de Franco et de José Antonio Primo de Rivera, le fondateur de la Phalange. Ce dossier risque d'être explosif et de redonner un souffle de vie à une extrême droite qui n'a pourtant, aujourd'hui, aucun élu en Espagne, ni au Parlement national ni dans aucun des dix-sept Parlements régionaux.

Capitaine de l'armée républicaine, le grand-père du chef du gouvernement socialiste, José Luis Rodríguez Zapatero, fut fusillé par les franquistes en 1936.

Christian Galloy.